



COMMUNIQUÉ

Le Comité français du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine (RESU) constate que les déclarations erratiques et intempestives du président de la République suscitent des débats sur de fausses questions. Cela conduit à occulter les vrais besoins de l'Ukraine et du combat pour le droit des peuples et la démocratie.

Emmanuel Macron a déclaré à l'issue du sommet tenu à Paris sur la guerre : « Il n'y a pas de consensus aujourd'hui pour envoyer, de manière officielle, assumée et endossée, des troupes au sol. Mais en dynamique, rien ne doit être exclu. »

Ce n'était un secret pour personne que les États européens ont des discussions sur ce sujet, mais l'ambiguïté des propos présidentiels, « en dynamique », relève de l'irresponsabilité. En effet, l'Ukraine ne demande pas de troupes au sol à la France ni à aucun autre État.

En revanche, son armée a un besoin vital de munitions, et des armes, avions et canons les plus performants. Seul le tiers des munitions promises a été livré. Les tirs russes sont très, très supérieurs aux tirs ukrainiens. L'infériorité technique de l'armée ukrainienne est directement la conséquence d'une politique de restrictions délibérées dans laquelle la France se distingue, en queue de peloton avec 0,07 % du PIB et 1,98 milliard d'euros d'aide dont 0,7 milliard d'aide militaire, d'après les analyses des organismes indépendants spécialisés (ISW, Kiel Institute) qui soulignent d'ailleurs l'opacité de ces « aides », surévaluées tant par le ministère que par la Commission de la défense de l'Assemblée nationale.

La réalité, c'est que le budget de la loi de programmation militaire d'ici à 2030 est de 413 milliards d'euros, d'où l'aide militaire à l'Ukraine est exclue, ou encore que le budget consacré au « service national universel » et à l'achat d'uniformes scolaires est de 4,5 milliards, tout cela à mettre en face des 1,98 d'aide effective !

Dans le domaine énergétique, des composants électroniques ou de l'uranium enrichi, et en ne touchant pas aux avoirs gelés des oligarques poutiniens, la France continue à financer la machine de guerre russe !

Est-ce pour cacher ces réalités que M. Macron se livre à de hasardeuses rodomontades ? Elles ne sauraient tromper les Ukrainiennes et les Ukrainiens, mais en France elles permettent à tous les amis du régime poutinien et aux gardiens de l'ordre international contre le droit des peuples de monter au créneau en faisant semblant de vouloir éviter l'envoi de jeunes Français sur le front !

Que l'extrême droite joue son rôle en la matière ne nous étonne pas. Mais nous devons déplorer que certains dirigeants à gauche ne voient dans la guerre en Ukraine qu'une question de « frontières » alors qu'elle vise pour Poutine à détruire le peuple ukrainien, ou bien séparent « issue diplomatique » et moyens pour l'Ukraine de se défendre.

Demander que des puissances étrangères négocient avec la Russie dans une « conférence des frontières », alors que celles de l'Ukraine sont internationalement reconnues depuis 1991, reviendrait à dépecer un État souverain, et à nier la volonté de son peuple souverain, seul à même de décider de ses choix d'alliances ou de neutralité.

Il y a besoin de débats sérieux partant des besoins réels de la défense de l'Ukraine et du combat contre le régime poutinien.

Le Comité français du RESU, dans les prochaines semaines, s'adressera aux têtes de listes aux élections européennes, aux candidat·e·s et aux Ukrainien·ne·s pour les interroger et obtenir le maximum de clarté sur ces vrais sujets.

Comité français du RESU, le 3 mars 2024